

Cher Edouard,

Mon prénom est Christian. Je me souviens particulièrement de la belle table de ping-pong dans le garage de ta maison familiale où nous avons disputé de nombreuses parties. C'était le bon temps de la jeunesse. Aujourd'hui et en particulier dans le contexte de cette crise je crois que la Raison fait défaut et fait place à l'orgueil. Un orgueil qui prend sa source malheureusement dans les racines profondes d'une rancœur passiste et qui dans la réalité n'a aucun lien avec les faits économiques bien actuels. Cette tendance à relier toutes sortes d'éléments disparates au travers de nombreuses revendications ne peut que contribuer à accroître les antagonismes, à fausser le débat en mélangeant des revendications justes à bien d'autres totalement farfelues, compliquant de ce fait les négociations afin d'aboutir à une solution durable et viable pour tous. L'on ne peut que trouver lamentable de voir les grévistes arborer le drapeau rouge, s'affubler de t-shirts rouges et de voir des gens de l'extérieur qui sous le prétexte d'apporter leur soutien au mouvement cherchent plus à se faire un crédit personnel que d'apporter des pistes de solutions. Ces gens extérieurs au conflit ne sont d'ailleurs d'aucune utilité. D'une part ils ne comprennent pas l'identité, la culture, et en fait la réalité antillaise. D'autre part, leur propagande basée sur une désinformation systématique avec l'aide de plusieurs médias ne peut que mettre de l'huile sur le feu. Disant vouloir rejoindre le peuple Français tout entier pour susciter compassion et solidarité, ils veulent en fait promouvoir l'idée de l'indépendance de la Guadeloupe. Les idées marxistes-léninistes sont périmées et ceux qui se complaisent dans la révolution par la révolution sont en fait des gens qui n'ont pas pu suivre l'évolution mondiale ou qui la refusent. Le temps n'est plus à la division mais à la centralisation pour mieux rassembler, rapprocher les peuples et à travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

En ce qui concerne les revendications fondées sur le coût de la vie, mes nombreux voyages dans la Caraïbe en tant qu'inspecteur de Banque m'ont amené à constater que le coût de la vie par exemple à la Barbade indépendante était aussi...?, sinon plus élevé qu'à la Guadeloupe. Bien des îles voisines de la Guadeloupe rechercheraient bien volontiers l'aide de la France, comme l'a déjà manifesté dans un passé récent la Dominique. Je ne voudrais pas m'étendre d'avantage sur des sujets que tout Guadeloupéen est en mesure d'évaluer. Tous savent que l'économie de la Guadeloupe est factice et qu'elle est subventionnée globalement à plus de 30% sans parler du déficit de + 50% entre les recettes et dépenses. Je voudrais plutôt attirer l'attention sur le fait que le coût de la vie en Guadeloupe a toujours été très élevé, Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui, il faut demeurer vigilant et demander des justifications lorsque les taux semblent déraisonnables comme cela est le cas pour le coût de l'essence à la pompe. Le coût élevé de la vie aux Antilles, reconnu par la métropole, a permis d'accorder aux contribuables antillais un abattement de 30% de l'impôt sur le revenu. Les 40% de majoration des salaires accordés aux fonctionnaires ont créé une disparité salariale avec les employés du privé. Il est curieux que ce point ne fasse pas partie des revendications. Il est aussi surprenant que même les employés du public qui sont d'obédience socialiste n'aient pas proposé une répartition plus juste afin d'aider leurs concitoyens moins favorisés. Discuter des prix à la consommation est certes une piste mais c'est un couteau à double tranchant et un cercle vicieux que les syndicalistes ne dénoncent pas puisque qu'ils veulent à tout prix gagner (à noter que le cas est le même en France). Ils refusent d'admettre qu'une augmentation salariale excessive est invariablement suivie d'une augmentation des coûts. Je suis peiné de voir des gens bien instruits: politiciens et syndicalistes jouer au ping-pong au détriment de toute une population prise en otage.

La situation actuelle exige que sans délai :

- 1) Chacun fasse appel à sa raison et à sa bonne foi.
- 2) La solidarité guadeloupéenne se manifeste pour éviter tout comportement à caractère raciste. Contrairement à ce que prétendent certains, nos communautés cohabitent en harmonie et c'est en se serrant les coudes que les Guadeloupéens pourront relever la Guadeloupe du triste état dans lequel les fauteurs de trouble l'ont plongée. Discussions et négociations ne veulent pas dire affrontements.
- 3) Que nous rejetions toute influence venant de l'extérieur. Ceux qui sont prêts à venir entretenir le trouble ne seront pas en Guadeloupe pour qu'elle se remette sur les rails.
- 4) Que les Guadeloupéens puissent circuler librement et en toute sécurité afin de se remettre au travail dans le respect des uns des autres.
- 5) Que le débat porte sur la disparité salariale liée au 40 % et qu'une solution soit envisagée à savoir peut-être un abattement spécial additionnel réservé uniquement aux salariés de la fonction privée dite commerciale qui ne bénéficie pas des 40 %,
- 6) Que les médias disent clairement en France Métropolitaine que la fonction publique en Guadeloupe bénéficie de 70 % de bonification (40% + 30%) par rapport aux contribuables de France. Les prix en France sont moins élevés qu'en Guadeloupe mais que par contre les français n'ont pas 70% de compensation. Voyons si ce débat est contradictoire ou gênant. Je répète: cela n'empêche pas la surveillance des prix avec un processus permettant au citoyen de dénoncer tout excès noté.
- 7) Que les médias disent clairement en France et en Guadeloupe ce qu'est l'octroi de Mer, une des causes du coût élevé de la vie. Une taxe coloniale établie en XVII pour accorder une certaine indépendance commerciale et protéger la production locale. Une taxe aujourd'hui interdite par le traité de la CCE. Il a fallu attendre 1992 pour discuter de cette taxe et ce à cause du Marché Commun L'état s'est donc appliqué par la loi en 1992, puis 2004 et 2005 à proroger cette taxe encore pour dix ans. Lors de ces prorogations des possibilités de dérogation ont été accordées. Une taxe donc sur les produits importés dont les taux sont fixés par des délibérations des conseils régionaux et les recettes versées aux communes. Une imposition déguisée qui consiste à faire payer le contribuable une partie du financement des communes. Au fil des ans cette taxe a contribué à entretenir l'augmentation des produits importés. Je voudrais poser les questions suivantes liées à l'objectif de cette taxe;

- de qu'elle indépendance nous parlons ici? 99% des produits importés proviennent de l'hexagone.
- de qu'elle protection du marché production locale nous parlons, La banane, le sucre, le Rhum. Y-a t-il d'autres productions majeures!
- Soyons sérieux qui va importer en Guadeloupe banane, sucre et Rhum?
- Si cette taxe n'existait pas, le déficit des communes en fait de la Guadeloupe serait augmenté à quel niveau en %?
- Est-ce que les 30% d'abattement fiscal compensent réellement ou peu l'octroi de mer?
- Pourquoi persister dans un système inégalitaire ou «je te donne et tu me donnes » qui date de l'époque coloniale?
- Le Président de la République dénonçait hier le système d'exploitation de la distribution et le journaliste de renchérir de «l'exploitation outrancière ». Encore une fois, il faut être précis ici, **qui exploite qui**, Monsieur le Président ? L'autoroute à une voie France/Antilles est- elle une libre concurrence des marchés?

8) Dans toute situation explosive il faut faire porter le chapeau à quelqu'un. Ce que je constate avec regrets c'est que cette situation de crise est rejetée sur les Blancs Békés, Blancs Français qualifiés de patrons exploités du marché qui détiennent l'économie dans leurs mains. Évidemment ces affirmations sont véhiculées par les médias en Guadeloupe et en France créant une animosité, suscitant le réveil de la haine. Cette forme de manipulation du peuple est souvent recherchée en Guadeloupe pour faire avancer la cause indépendantiste, Comment se fait-il que nous soyons gouvernés par des hommes qualifiés, instruits qui entrent têtes baissées dans un conflit en cherchant surtout à préserver leur côte d'écoute, et à conserver leurs électeurs, n'y a-t-il pas là matière à réflexion? Nous sommes en 2009 il est facile pour tous ces hommes politiques qu'ils soient députés Français ou Guadeloupéen de demander à L'IEDOM des statistiques;

- a) combien il ya d'entreprise en Guadeloupe
- b) d'indiquer leurs chiffres d'affaires
- c) de confirmer leurs marges brutes
- d) et de faire connaître à qui elles appartiennent.

A partir de ces statistiques nous saurons mieux faire la part des choses. Maintenant ne me dites pas que cela est impossible, je suis un ancien banquier qui a travaillé aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe.

9) Quand on parle d'économie on parle politique et vice versa aussi posons-nous la question (et qu'elle soit médiatisée en France) à savoir qui détient la classe politique aux Antilles? Que fait-elle pour améliorer les relations et l'économie? Faut-il attendre des revendications pour monter en force à Paris et encore, à l'initiative du Président de la République?

Je crois que le débat actuel est chaotique, fondé sur des sentiments et non sur un désir de parvenir à un accord. Je comprends la frustration des syndicats et des élus à propos d'un ministre qui recule après avoir mis des propositions sur la table mais l'important c'est de vous montrer plus habiles que lui dans l'art de la négociation. Ce n'est pas en faisant des refus systématiques et en prenant la population en otage que vous serez bien considérés. Il y a eu un mort, personnellement je blâme tout ce dérapage et adresse mes condoléances à la famille de ce syndicaliste, Jacques Bino qui aurait dû être aujourd'hui parmi nous pour continuer à discuter démocratiquement de ses convictions. En réfléchissant à la situation conflictuelle en visionnant les DVD je me demandais;

- Qui finance cette situation chaotique?
- Pourquoi l'État laisse-t-il pourrir cette situation?
- Où est l'autorité?

Dans le France Antilles de ce matin M le député Victorin Lurel pose une question très pertinente après les déclarations du Président Sarkozy au sujet d'une part de la mise à disposition de 580 millions d'Euros et d'autre part au sujet de la création d'une collectivité unique à chaque DOM; je cite donc une partie de cette question extraite du France Antilles de ce jour <<s'il faut aller au-delà de la départementalisation c'est nous qui le déciderons. Si le peuple guadeloupéen a l'impression qu'on lui a balancé ça pour le larguer, je peux vous dire qu'il y réfléchira à deux fois>> **Le chat est-il enfin sorti du sac?**

S'il y a un abcès à propos de la départementalisation vers l'indépendance, **il faut le crever** et tenir un vrai référendum avec une question simple et claire; Voulez-vous être indépendant de la France? et Messieurs les indépendantistes devront jouer le jeu et dire la vérité au peuple guadeloupéen. Je ne parle pas seulement de la perte de tous les avantages sociaux et autres mais je les invite à nous dire quelle sera la monnaie de la future Guadeloupe! Voulez-vous retourner au franc guadeloupéen? En Afrique, ils ont le CFA et ils auraient bien aimé avoir l'Euro. En Haïti ils ont la gourde et recherchent désespérément une garantie de valeur au dollar US. hélas une gourde limitée au pays. Seuls les BAHAMAS ont obtenu une parité au dollar US, les Américains ne voulant pas d'un deuxième Cuba à leur porte.

Être insulaire nous porte à croire que nous sommes le nombril du monde et aujourd'hui plus que jamais comme nous faisons partie de L'Europe et que nous avons l'euro une devise forte, chacun doit se demander pourquoi il blâme les autres incluant le gouvernement et se demander quelle est sa responsabilité personnelle dans la situation actuelle. Dans le contexte actuel de crise économique mondiale, quelle part positive chacun est prêt à assumer pour aider son pays. Barack Obama disait récemment : « je mets la table mais je ne peux garantir le succès total des programmes mais il vaut mieux faire que de ne rien faire ». Quel exemple extraordinaire cet homme!

Christian Martin